

Avis de la commune de BERGERAC dans le cadre de la concertation dédiée à la modification du SRADDET

Les dispositions de la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 dite « Loi Climat et Résilience », notamment celles concernant la lutte contre l'artificialisation des sols et l'atteinte, en 2050, de l'objectif du Zéro artificialisation nette (ZAN), ont pour objectif de freiner la consommation d'espaces et de limiter l'étalement urbain. Il s'agit, au niveau national, de réduire de moitié, sur les 10 prochaines années, le rythme d'artificialisation des sols (c'est-à-dire « *l'altération durable de tout ou partie des fonctions écologiques d'un sol* ») au regard de la consommation réelle observée des espaces naturels, agricoles et forestiers dans la décennie précédente et d'atteindre le Zéro Artificialisation Nette à l'horizon 2050 par tranche de 10 ans. Cet objectif national doit être territorialisé à l'échelle régionale au sein du SRADDET, puis décliné à l'échelle locale dans le cadre des SCoT et des PLUi.

Les territoires ont énormément de défis à relever : le changement climatique, l'évolution des risques, la démographie, l'adaptation au vieillissement, la mutation du commerce, la décarbonation, la transition énergétique...

Le Zéro Artificialisation Nette ne fait que s'ajouter à cette liste.

Nos communes ne vivent que si elles accueillent des entreprises créatrices d'emploi, des services, de nouveaux habitants. L'arrivée de jeunes ménages assure un renouvellement de la population, permet de maintenir une école ou un commerce en centre-bourg.

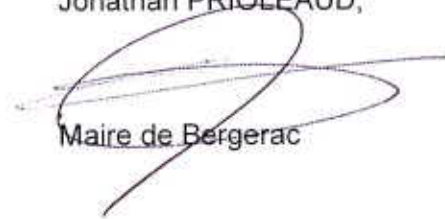
Le SRADDET doit poser comme préalable la question du projet politique et de la trajectoire à donner aux territoires et ne pas faire l'exercice à l'envers en partant d'une approche foncière comptable.

Si, en tant qu'élus du territoire du SCoT du Bergeracois, nous partageons la préoccupation de sobriété foncière, nous attendons également du SRADDET :

- **la prise en considération des efforts déjà consentis par certains territoires comme le SCoT du Bergeracois qui applique l'économie foncière de 50% par rapport à la décennie passée depuis 2014, et du foncier consommé de manière la plus juste possible ;**
- **qu'il veuille à ce que ces territoires ne soient pas pénalisés par rapport à une consommation débridée exprimée ailleurs durant la dernière décennie ;**
- **qu'il soit le garant de l'équilibre entre les territoires. La diversité des territoires de SCoT fait apparaître un nombre important d'espaces en déprise ou peu dynamiques.** Le risque d'une application purement mathématique de la loi serait de figer les territoires tels qu'ils sont aujourd'hui ;
- en matière d'artificialisation des sols, l'enjeu ne doit pas être seulement de faire moins mais aussi de faire mieux. Le SRADDET doit fixer des objectifs qui priorisent la qualité de l'aménagement plutôt qu'une approche comptable, au m² près ;
- qu'il définisse les projets d'envergure nationale et régionale et précise leur consommation foncière. Les hectares consommés pour ces projets ne doivent pas être déduits du foncier disponible pour les projets des communes en matière d'habitat et d'activités économiques ;

- qu'il répartisse justement l'effort, entre la métropole bordelaise les territoires littoraux et les territoires ruraux qui risquent de ne plus pouvoir construire et de continuer à perdre en attractivité. Il est absolument nécessaire de trouver un équilibre pour permettre **aux espaces urbains et ruraux, de se développer** ; la « **garantie rurale** » suggérée par le Gouvernement peut être une réponse. Reste à en voir les modalités d'application dans nos PLUI.
- qu'il accompagne les structures porteuses de SCoT manquant de moyens pour mener à bien la mise en œuvre du travail à mener demain au titre du bloc local, aux côtés de la Région, afin que nos communes, **et notamment Bergerac, puissent continuer à se développer malgré un foncier potentiellement urbanisable de plus en plus rare. La commune de Bergerac, ville moyenne de 28.000 habitants, d'une superficie de 5610 hectares a des problématiques urbaines (renforcement de la construction en centre-ville) et offre la possibilité de continuer à construire dans sa partie plus rurale.** Un accompagnement de la Région est nécessaire en termes de financement et/ou d'ingénierie pour élaborer une stratégie foncière plus élaborée, pour construire un observatoire local, un service foncier ou pour réaliser des études plus approfondies.

Jonathan PRIOLEAUD,

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Maire de Bergerac